

**Direction des Achats**

Service achats de fournitures, services et prestations intellectuelles

Pôle transversal

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES  
(CCP)**

**Acheteur :**

**Sorbonne Université**

Représenté par :

**La Présidente de Sorbonne Université**

**Direction des Achats**

**Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles**

18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris Cedex 05

Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05

**OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

**Fourniture de rayonnages fixes et mobiles pour les magasins des campus de  
Sorbonne Université**

**Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués prioritairement  
via le profil d'acheteur PLACE.**

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
2.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	4
2.2 FORME DU MARCHÉ .....	4
2.3 PROCÉDURE DE PASSATION .....	4
2.4 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE .....	5
<b>ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES .....</b>	<b>6</b>
6.1 : REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	6
6.2 : REPRÉSENTATION DU TITULAIRE .....	6
6.3 : SOUS-TRAITANCE .....	6
6.4 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	7
6.4.1 : OBLIGATION DE RÉSULTAT .....	7
6.4.2 : OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL .....	7
6.4.3 : PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....	7
6.4.4 : CONFIDENTIALITÉ .....	7
6.4.5 : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....	8
6.4.6 : RÉPARATION DES DOMMAGES .....	9
6.4.7 : COMPORTEMENT DU PERSONNEL .....	10
<b>ARTICLE 7 : NATURE ET ÉTENDUE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>10</b>
7.1 CARACTÉRISTIQUES ATTENDUES DES PRESTATIONS .....	11
7.1.1 COMPOSITION ET CARACTÉRISTIQUES DÉTAILLÉES .....	12
7.1.2 ACCESSOIRES .....	12
7.1.3 MATÉRIAUX .....	13
7.2 MANUTENTION DES ÉQUIPEMENTS EXISTANTS .....	14
7.3 MAINTENANCE CURATIVE .....	14
7.4 RÉUNIONS .....	14
<b>ARTICLE 8 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>15</b>
8.1 BONS DE COMMANDE .....	15
8.2 MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE .....	15
8.3 SUSPENSION D'UN BON DE COMMANDE .....	15
8.4 INTERRUPTION D'UN BON DE COMMANDE .....	16
8.5 PLAN DE PRÉVENTION .....	16
8.6 MODALITÉS D'INTERVENTION .....	16
8.7 QUALIFICATION DES INTERVENANTS DU TITULAIRE .....	16
8.8 EMBALLAGE, TRANSPORT ET LIVRAISON .....	16
8.9 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	17
<b>ARTICLE 9 : OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION .....</b>	<b>17</b>
9.1 VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES .....	18
9.2 VÉRIFICATIONS QUALITATIVES .....	18

9.3 DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATIONS.....	18
9.4 TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ.....	18
<b>ARTICLE 10 : GARANTIE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 11 : PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>19</b>
11.1 : FORME, CONTENU ET CARACTÉRISTIQUES DES PRIX .....	19
11.2 : RÉVISION DES PRIX .....	19
11.3 : OFFRES PROMOTIONNELLES .....	20
11.4 : CLAUSE BUTOIR .....	20
11.5 : CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	21
11.6 : CLAUSE D'IMPRÉVISION .....	21
<b>ARTICLE 12 : CLAUSE DE RÉEXAMEN .....</b>	<b>21</b>
12.1 CLAUSE DE RÉEXAMEN : AJOUT OU MODIFICATION DE RÉFÉRENCES .....	21
12.2 MODALITÉS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE DE RÉEXAMEN .....	22
<b>ARTICLE 13 : SUBSTITUTION DÉFINITIVE OU PROVISOIRE D'UN PRODUIT .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 14 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>23</b>
14.1 : PRÉSENTATION DES FACTURES .....	23
14.2 : DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT .....	24
14.3 : ACOMPTE.....	24
14.4 : AVANCE .....	24
14.5 NANTISSEMENT OU CESSIION DE CRÉANCE .....	24
<b>ARTICLE 15 : PÉNALITÉS.....</b>	<b>24</b>
15.1 PÉNALITÉS EN CAS DE NON-TRANSMISSION DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE.....	25
15.2 PÉNALITÉS POUR NON-CONFORMITÉ DES FORMALITÉS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULÉ .....	25
15.3 PÉNALITÉS EN CAS DE NON-TRANSMISSION DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE .....	26
15.4 PÉNALITÉS POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS ASSOCIÉES À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRES PERSONNEL .....	26
<b>ARTICLE 16 : DÉFAILLANCE DU TITULAIRE .....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 17 : RÉSILIATION .....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 18 : ASSURANCES.....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 19 : PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR .....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 20 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE .....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 21 : MODIFICATION DU CONTRAT .....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 22 : DIFFÉRENDS .....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 23 : DROIT ET LANGUE .....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 24 : DÉROGATION AU CCAG-FCS .....</b>	<b>29</b>

## **PREAMBULE**

Unique par son histoire, Sorbonne Université est une université pluridisciplinaire et de recherche intensive composée de trois facultés : la faculté de Médecine, la faculté des Lettres, et la faculté des Sciences et d'Ingénierie.

Elle a pour ambition de réunir ses atouts au sein d'une université de recherche de rang mondial, présentant tout l'éventail disciplinaire des lettres, des arts, des sciences humaines et sociales, des sciences, de l'ingénierie et de la médecine. Dans un contexte universitaire en constante évolution, Sorbonne Université sera ainsi un carrefour de tous les savoirs, capable de répondre aux enjeux intellectuels et scientifiques du 21<sup>ème</sup> siècle.

Déployant ses formations auprès de 54 000 étudiants dont 4 700 doctorants et 10 200 étudiants étrangers, elle emploie 6 300 enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs et 4 900 personnels de bibliothèque, administratifs, techniques, sociaux et de santé. Forte également de 137 unités de recherche, 31 unités de formation et de recherche, 40 départements de formation et 23 écoles doctorales, Sorbonne Université dispose d'un potentiel de premier plan, majoritairement situé dans le Quartier Latin, cœur historique de l'université et de la science à Paris. Elle étend aussi sa présence sur plus de vingt sites en Ile-de-France et en Régions.

## **Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur**

**Sorbonne Université**  
**21, rue de l'École de Médecine**  
**75006 Paris**

**Représenté par :**

La Présidente de Sorbonne Université : Nathalie DRACH-TEMAM

**Direction des Achats**  
**Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles**  
18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris Cedex 05  
**Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05**

## **Article 2 : Objet de la consultation**

### **2.1 Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet le conseil à l'implantation, la fourniture et l'installation de rayonnages fixes et mobiles des magasins des campus de Sorbonne Université.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont détaillées au présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

### **2.2 Forme du marché**

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

### **2.3 Procédure de passation**

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Les prestations relèvent d'un contrat de Fourniture et de Services – CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS).

Référence de la consultation : SU-2025-SAFSPI194-RAYONNAGES  
CCP

## **2.4 Montant de l'accord-cadre**

Conformément au décret du 23 août 2021, l'accord-cadre est conclu avec un montant maximum de 1 000 000 € HT sur la durée totale du marché.

Sans que ce montant ne constitue un engagement contractuel, le montant de l'accord-cadre sur sa durée totale (reconductions éventuelles comprises) est estimé à 280 000 € HT.

Aucune indemnité de dédit ne sera due par Sorbonne Université au cas où le montant cumulé des bons de commande passés sur le fondement de l'accord-cadre n'atteindrait pas le montant estimé indiqué ci-dessus.

### **Article 3 : Allotissement**

Le présent marché n'est pas alloti, car il n'est pas possible d'identifier des prestations distinctes, conformément aux articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique.

### **Article 4 : Pièces constitutives de l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) accepté sans aucune modification ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- Les bons de commande ;
- Le cadre de réponse technique remis par le titulaire (CRT) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Fournitures Courantes et Services).

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné. Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de Sorbonne Université, font foi.

**Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.**

### **Article 5 : Durée de l'accord-cadre**

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 1 an, à compter de la date de notification. Le marché est reconductible trois (3) fois, douze (12) mois, sans pouvoir excéder quarante-huit (48) mois.

La décision de reconduction est tacite. En application des dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, Sorbonne Université devra en informer le titulaire par voie expresse deux (2) mois avant la date anniversaire du marché. L'absence de reconduction est un pouvoir discrétionnaire du pouvoir adjudicateur.

## **Article 6 : Obligations générales des parties**

### **6.1 : Représentation du pouvoir adjudicateur**

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une personne au sein de ses services, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

### **6.2 : Représentation du titulaire**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché. Celles-ci sont réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

En cours d'exécution, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications se rapportant :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

### **6.3 : Sous-traitance**

Conformément aux articles R2193-4 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-22 du Code de la commande publique, **le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations incluses dans le contrat à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chacun des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.**

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire doit se conformer aux dispositions des articles précités. Le titulaire se devant de réaliser les prestations par ses propres moyens, le recours à la sous-traitance doit revêtir un caractère exceptionnel.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution s'effectue lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de

l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande.

#### 6.4 : Obligations du titulaire

##### 6.4.1 : Obligation de résultat

Le présent accord-cadre est assorti d'une **obligation générale de résultat** pour l'ensemble des prestations. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer aux stipulations décrites dans le présent CCP ;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du contrat ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du contrat.

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par le présent CCP, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités telles que prévues à l'article 15 du présent CCP, de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire ou de résilier le contrat, conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS et de l'article 17 du présent CCP.

##### 6.4.2 : Obligation d'information et de conseil

Le titulaire a une parfaite connaissance des normes en vigueur concernant les rayonnages fixes et mobiles d'archives. Il reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès du pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur sans délai de tout changement normatif au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

##### 6.4.3 : Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois (*articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale*).

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

##### 6.4.4 : Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'information ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au

fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En particulier, le titulaire s'engage à ne pas utiliser, sans l'accord du pouvoir adjudicateur selon le cas, ses connaissances sur les matériels, logiciels, lieux d'implantation des prestations, pour accéder ou permettre à des tiers d'accéder aux informations détenues par le pouvoir adjudicateur, qu'il s'agisse de données, de programmes, de documents relatifs à une procédure de mise en concurrence ou de toutes autres informations.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage en outre :

- À prendre les mesures nécessaires pour garantir la neutralité de ses services vis-à-vis du contenu des messages transmis et le secret des correspondances :
  - o En particulier le titulaire ne peut utiliser les coordonnées ou les données de facturation du pouvoir adjudicateur pour une prospection ou une opération commerciale, à l'exception de celles concernant l'activité autorisée et relevant de la relation contractuelle entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur ;
  - o Le titulaire ne peut communiquer à des tiers à l'accord-cadre, les informations de facturation qu'il détient que dans le respect des lois applicables.
- À permettre à l'acheteur de s'opposer gratuitement, appel par appel, ou de façon permanente, à l'identification du numéro ou du nom par le poste appelé.

#### **6.4.5 : Protection des données à caractère personnel**

A l'occasion de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible d'avoir accès à certaines données à caractère personnel. Dans cette hypothèse il doit être fait application de la réglementation relative aux traitements de données à caractère personnel et notamment du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des Données » ou RGPD) ainsi que de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée.

Conformément à cette loi, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;
- Ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées par le marché ;
- Ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;



- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée du marché ;
- Et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

En cas de violation par le titulaire du secret professionnel ou des dispositions précitées, le marché peut être résilié de plein droit par l'université sans indemnités en faveur du titulaire.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à des poursuites pénales éventuelles, la responsabilité du titulaire pouvant être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du Code pénal.

Sorbonne Université se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le titulaire au titre du présent article.

#### **Protection des données personnelles en cas de sous-traitance :**

Le règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données - notamment l'article 28 - impose des obligations spécifiques aux sous-traitants qui doivent notamment aider les responsables de traitement dans leur démarche permanente de mise en conformité de leurs traitements.

Ainsi lorsque le sous-traitant intervient dans la mise en œuvre d'un traitement de données personnelles, il doit offrir à son client « des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du (...) règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ».

Le sous-traitant doit notamment assister et conseiller le pouvoir adjudicateur dans sa conformité à certaines obligations prévues par le règlement européen (analyses d'impact, notification de violation, sécurité, destruction des données, contribution aux audits).

Concrètement, cela implique :

- Une obligation de transparence et de traçabilité ;
- La prise en compte des principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Une obligation de garantir la sécurité des données traitées ;
- Une obligation d'assistance, d'alerte et de conseil.

Il appartient au titulaire de veiller au respect de la réglementation par son sous-traitant.

#### **6.4.6 : Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

#### 6.4.7 : Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'amabilité et de la plus grande correction. Le titulaire se porte garant de l'honorabilité de son personnel.

Il est rappelé que le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Toute détérioration sur le mobilier, le matériel, les revêtements, au cours de l'exécution des prestations, est à la charge du titulaire.

#### Article 7 : Nature et étendue des prestations

Le présent accord-cadre a pour objet l'équipement en rayonnages fixes et mobiles des magasins des campus de Sorbonne Université.

Le titulaire s'engage, sur demande du pouvoir adjudicateur et selon ses besoins, à lui proposer des solutions optimales relatives à l'aménagement des salles et locaux considérés ainsi qu'à leur équipement en rayonnages fixes et ou mobiles.

La demande du pouvoir adjudicateur pourra se faire par tout moyen, elle précise la localisation du ou des locaux à équiper ainsi que la description, a minima sommaire, des caractéristiques de stockage attendues.

À compter de l'envoi de la demande par écrit, le titulaire dispose d'un délai de **vingt-et-un (21) jours calendaires** pour **visiter, en présence d'un représentant du pouvoir adjudicateur, le local ou la salle considéré et proposer une ou plusieurs solutions d'aménagement en tenant compte des attentes de Sorbonne Université**. Il précise les délais dans lesquels il est mesure d'exécuter les prestations en question et accompagne sa réponse d'un devis établi sur la base de son offre financière.

Dans l'éventualité où aucune des solutions proposées par le titulaire ne satisferait aux exigences du pouvoir adjudicateur, ce dernier lui accorde un délai supplémentaire de quinze (15) jours calendaires pour présenter une nouvelle solution en tenant compte des observations formulées par Sorbonne Université.

Le titulaire fournit, à l'appui de sa proposition les plans de la ou des installations prévues.

L'accord du pouvoir adjudicateur se traduit par l'émission d'un bon de commande, dans les conditions définies à l'article 8 du présent CCP, lequel reprendra la description des prestations établie dans sa proposition par le titulaire.

**Il est précisé que le délai total, à compter de l'envoi de la demande au titulaire à la réception des prestations par le pouvoir adjudicateur ne pourra être supérieur à quatre-vingt (80) jours calendaires, éventuellement majoré de quinze (15) jours lorsque le pouvoir adjudicateur demande une nouvelle solution au titulaire.**

Ce délai est suspendu de la réception de la ou des solutions du titulaire jusqu'à l'émission du bon de commande correspondant.

**L'ensemble des délais mentionnés ci-dessus sont des délais maximaux de réalisation des prestations. Le titulaire peut, sur la base de son offre, s'engager à réaliser les prestations en un temps réduit. Les délais proposés par le titulaire dans le cadre de réponse technique (CRT) deviennent contractuels et engagent sa responsabilité en cas de non-respect.**

Les prestations objet du présent accord-cadre pourront notamment être exécutées dans les lieux suivants :

- Campus Sorbonne, y compris le site Champollion
- Maison de la recherche (Serpente)
- Institut d'art et d'archéologie
- INSPÉ, sites Molitor et Batignolles
- Campus Pierre et Marie Curie
- Campus des Cordeliers
- Campus Saint Antoine
- Campus Pitié Salpêtrière
- Campus de Clignancourt
- Campus de Malesherbes
- Campus Saint-Cyr-l'Ecole
- Institut ibéro-américain
- CELSA (École des hautes études en sciences de l'information et de la communication)
- Observatoire océanologique de Roscoff
- Observatoire océanologique de Banyuls-sur-Mer
- Observatoire océanologique de Villefranche-sur-Mer

La liste présentée ci-dessus est non-exhaustive. La majorité des sites de Sorbonne Université se situent en région parisienne.

### **7.1 Caractéristiques attendues des prestations**

**Exigence minimale :** Les propositions du candidat devront être en conformité avec la législation du travail et avec l'Instruction relatives aux règles de base pour la construction et l'aménagement d'un bâtiment d'archives (5<sup>ème</sup> révision – 2023), ainsi que la norme ISO 11799 de 2024 relative aux prescriptions pour le stockage des documents d'archives et de bibliothèques.

Il est exigé pour ces mobiliers, en matière d'archives, un très haut niveau de réalisation aussi bien en ce qui concerne leur aspect que leur bon fonctionnement et la sécurité qu'il assureront aux archives et au personnel.

Il est demandé d'optimiser au maximum l'espace disponible pour la conservation des archives, tout en respectant les contraintes décrites au présent cahier des charges. Les prestations de mise en place de rayonnages dans le cadre de ce marché permettront de stocker un maximum de collections dans un espace restreint en tenant compte des éventuelles contraintes techniques existantes.

Selon les projets d'aménagement et la localisation des salles et magasins, il sera possible d'utiliser des rayonnages mobiles ou fixes ou une solution mixte combinant des rayonnages fixes et mobiles.

Toute installation de rayonnages sous un tuyau contenant de l'eau ou à moins de 50 cm de celui-ci est totalement proscrite dans les magasins intermédiaires. Dans les salles d'archives de proximité, elle devra être évitée le plus possible.

Les allées de desserte entre épis parallèles fixes auront au moins 0,80 m de largeur et l'allée de circulation perpendiculaire aux épis, au moins 1,20 m de largeur.

### 7.1.1 Composition et caractéristiques détaillées

La largeur des rayonnages, habillage compris, sera comprise entre 80 cm et 120 cm (+ ou – 5%), la profondeur du rayonnage double face sera quant à elle comprise entre 50 cm et 80 cm (+ ou – 5%) et pour les rayonnages simple face entre 25 cm et 40 cm (+ ou – 5%).

Le rayonnage peut notamment se décomposer de la façon suivante :

- Une tablette de socle avec ou sans support ;
- Des tablettes intermédiaires (selon la hauteur des rayonnages) de 3 cm d'épaisseur maximum, amovibles ;
- Des tablettes télescopiques ;
- Une dernière tablette de couverture (qui sera distincte pour chaque rayonnage pour plus de modularité) et qui ne sert pas pour le stockage des ouvrages ;
- Les échelles situées en extrémité de travée sont ajourées ou pleines, ou munies de parements pleins ou perforés ;
- Des fonds pleins ou perforés ou aucun fond entre les deux faces d'un rayonnage double d'une même travée ou pour le fond des rayonnages simple face ;
- Un système de stabilisation à croisillons à l'arrière du rayonnage ou à bandeaux longitudinaux doit être prévu.

Le système d'accroche des tablettes sur les montants devra être très facile pour les personnels et devra être ajustable en hauteur.

Une travée de rayonnage devra être constituée d'un montant de départ (plein ou perforé ou échelle ajourée), les rayonnages suivants étant des montants supplémentaires (plein ou perforé ou échelle ajourée).

**La hauteur totale des rayonnages variera selon les besoins entre 1,60 m et 2,20 m (+ ou – 5%).**

### 7.1.2 Accessoires

#### ❖ Tablettes

L'épaisseur des **tablettes** ne devra pas dépasser 3 cm, leur largeur nette sera variable selon la largeur des rayonnages. Leur profondeur enfin variera de 20 cm à 40 cm (+ ou – 5%).

Les tablettes devront être facilement réglables en hauteur (sans nécessiter l'utilisation d'outils), être rigides, solidement accrochées aux montants pour ne pas accuser de flèche (maximum 1/300ème).

Le pas de réglage des tablettes en hauteur sur les montants devra être compris entre 2 et 3 cm (+ ou – 5%).

Une butée arrière amovible pourra être prévue. Les tablettes devront pouvoir supporter une charge minimale de 40 à 50 kg selon leur largeur. Ces prescriptions étant des normes minimales à respecter, il pourra être envisagé, sur demande du pouvoir adjudicateur d'installer des tablettes devant supporter des charges plus importantes, celles-ci devront alors être renforcées.

Sauf indication contraire du pouvoir adjudicateur, chaque bout de travée de rayonnages devra comporter un **porte-titres** et les tablettes pourront être équipées de **porte-étiquettes**.

Les rayonnages fixes devront permettre l'installation d'une **plinthe anti-poussière**.

Les tablettes seront lisses ou mortaisées selon le projet et les collections auxquelles elles sont destinées. En outre, certains projets nécessiteront des tablettes de rétention et des tringles de suspension.

#### ❖ **Rayonnages mobiles**

Les chariots ou embases mobiles des rayonnages mobiles sont à tout le moins équipés :

- de butées en caoutchouc en partie basse pour éviter que les profils longitudinaux ne se touchent lors de la fermeture des rangées et de façon à garantir un espace de sécurité entre les échelles ;
- d'un système de sécurité anti-déraillement et basculement pour garantir la sécurité des utilisateurs.

**Le faux-plancher devra être hydrofuge à minima, le BPU détaille plusieurs types de faux-plancher qui pourront être demandés au titulaire.**

Une rampe d'accès terminant le plancher sera installée pour éviter tout obstacle ou rupture de charge et faciliter l'évolution dans les allées.

Chaque travée mobile est équipée d'un volant ergonomique en bout de travée permettant leur manutention simplement et aisément de sorte qu'un couloir de consultation soit accessible en une seule manipulation. La circulation des ouvrages entre le lieu de stockage et l'extérieur doit pouvoir se faire sur des chariots de manière continue. Un système de blocage des travées est intégré à l'équipement en bout de travée, assurant la sécurité des utilisateurs.

Le titulaire devra préciser les garanties de sécurité et le type de mécanisme utilisé pour empêcher tout risque d'écrasement des utilisateurs, de déversement (utilisation trop brutale des chariots) ou de basculement (quand un rayonnage est plein et l'autre face est vide, ou encore que les rayonnages ne sont chargés que sur les tablettes supérieures).

Le titulaire devra garantir une durée de production des pièces de rechanges raisonnable et pouvoir produire des pièces (tablettes ou taquets) sur mesure adaptés aux modèles existants en cas de réassort.

#### **7.1.3 Matériaux**

Les matériaux composant la structure du rayonnage et les parements doivent être en métal traité anticorrosion thermolaqué. La finition préconisée est une peinture époxy ou équivalent dont la couleur pourra être choisie dans un nuancier qui sera proposé par le titulaire.

Les tablettes seront dans le même matériau que la structure. Les tablettes en acier galvanisé sont à proscrire.

Les supports de signalétique seront en plexiglass translucide ou équivalent dans lequel pourra être glissée notre signalétique standard (format A4 ou A5).

Le faux-plancher devra être hydrofuge et calé avec des cales en PVC ou un matériau ayant des qualités équivalentes, l'usage de matériaux contenant du bois est totalement pros crit.

Les rails de roulement et de guidage traités anticorrosion sont noyés dans ce plancher technique. Ils ne doivent pas constituer de gêne pour l'utilisateur.

Le soumissionnaire atteste de la résistance des tablettes proposées (fournir l'attestation d'un organisme agréé ou autocontrôle).

## 7.2 Manutention des équipements existants

Les opérations de manutentions recouvrent notamment :

- Le démontage d'équipements existants ;
- Le transport manuel ou mécanique (transpalette ou chariot) jusqu'à un autre espace sur place ou à un camion ;
- Le remontage des équipements existants lorsque cela est possible lors de réaménagement d'un magasin déjà équipé.

Ces opérations de manutention peuvent également conduire à la collecte et l'évacuation des équipements démontés. **Dans ce cas, le titulaire est responsable du traitement / recyclage des équipements considérés.**

**Il est précisé ici que les prestations de manutention ne trouvent à s'appliquer que sur les équipements existants** et non pas sur les équipements neufs dont la liste est fixée à l'annexe financière et dont le prix inclut la fourniture, la livraison et la pose.

## 7.3 Maintenance curative

Par « **maintenance curative** », on désigne les prestations permettant la remise en condition opérationnelle des matériels. Ces services devront être rendus sur le site du pouvoir adjudicateur.

À compter de l'expiration de la garantie des prestations, le titulaire du marché effectuera une maintenance totale et sans limitation d'utilisation pendant toute la durée du marché.

Le titulaire devra assurer une maintenance et assistance technique sur site les jours ouvrés entre 9h00 et 18h00 (pour J étant le jour d'alerte) :

- Incident mineur (non bloquant) : résolution au plus tard à J+20 jours ouvrés ;
- Incident majeur (bloquant) : résolution au plus tard à J+10 jours ouvrés.

**Déclenchement** : demande du pouvoir adjudicateur faite par tous moyens puis DEVIS du titulaire (**les pièces dont le coût unitaire est inférieur à 5 € HT et les frais de déplacement sont compris dans les frais de maintenance**).

## 7.4 Réunions

Une réunion de démarrage aura lieu afin d'effectuer le lancement du marché. Chacune des deux parties pourra, si elle le juge nécessaire pour le bon déroulement, proposer d'autres réunions.

Pendant l'exécution des prestations, un suivi opérationnel est nécessaire, ainsi, le prestataire désignera un interlocuteur unique pour Sorbonne Université afin d'obtenir un suivi et un état d'avancement tout au long du projet. Un ensemble de documentation et une comitologie seront validées lors de la réunion de lancement permettant de préciser les modalités pratiques. Ces comités permettront de préciser les difficultés rencontrées par le titulaire et Sorbonne Université ainsi que d'identifier les solutions aux potentiels points de blocage.

## Article 8 : Modalités d'exécution du marché

### 8.1 Bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande. Chaque commande sera notifiée par le pouvoir adjudicateur par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins, dans les conditions définies ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG-FCS.

Les bons de commande précisent les prestations à exécuter. Ils sont notifiés au titulaire par un représentant habilité de l'acheteur par courriel ou par courrier postal. L'annulation d'une commande est notifiée dans les mêmes conditions.

Chaque bon de commande doit comporter au minimum les renseignements suivants :

- la référence du présent contrat ;
- le numéro de commande SIFAC SU ;
- la date de la commande ;
- le nom du service émetteur de la commande ;
- le descriptif de la prestation commandée ;
- le prix de la prestation exprimé en euro HT ;
- le taux de TVA appliqué ;
- le prix de la prestation en euros TTC ;
- la date de la livraison ;
- le lieu d'exécution des prestations ;
- le délai d'exécution de la prestation, exprimé en jours calendaires, en semaines ou en mois.

À compter de la notification du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour faire connaître ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est considéré comme accepté. Les unités de commandes sont listées à l'annexe financière.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander, avant émission d'un bon de commande, un devis au titulaire afin de déterminer exactement, par application des prix unitaires, le montant d'un bon de commande. Le titulaire devra transmettre ce devis dans un délai de **72 heures ouvrées** à compter de la réception de la demande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire. Aucun bon de commande non visé ne doit être pris en charge par le titulaire. Aucune facture correspondant à un bon de commande non signé ne sera payée.

En cas de dénonciation et de même, à l'échéance normale du terme contractuel du marché, le titulaire conserve la responsabilité de l'exécution des bons de commande notifiés au cours de la période de validité du marché.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Tout bon de commande notifié pendant la période de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

### 8.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant afin d'ajuster notamment la volumétrie des articles. L'acheteur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées au présent article.

### 8.3 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation.

À l'expiration de cette durée, l'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

#### 8.4 Interruption d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

#### 8.5 Plan de prévention

La qualité du service doit être assurée pendant toute la durée de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à prendre à sa charge toute adaptation de ses propres moyens et équipements qui pourraient s'imposer du fait d'évolutions technologiques des équipements à entretenir.

L'ensemble des prestations objet du présent marché doivent être réalisées dans des conditions de sécurité définies dans le Plan de Prévention du titulaire. Ce document devra être joint à l'offre du soumissionnaire ou au plus tard, dans les quinze (15) jours suivant la demande faite par le pouvoir adjudicateur en ce sens au titulaire du marché.

#### 8.6 Modalités d'intervention

**Les interventions s'effectuent, sauf exception, de huit heures à dix-huit heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.** Néanmoins, sous réserve d'une demande expresse du pouvoir adjudicateur, une intervention doit pouvoir être prolongée ou demandée en dehors de cette période d'intervention.

Les conditions d'intervention s'effectueront conformément aux propositions décrites dans l'offre technique du titulaire.

#### 8.7 Qualification des intervenants du titulaire

Les intervenants du titulaire, pour mener à bien les prestations, devront avoir une parfaite connaissance :

- **Fonctionnelle :**
  - Des domaines des prestations objet du présent marché afin de satisfaire à leurs obligations de renseignements, et de délivrance conforme.
- **Technique :**
  - De l'environnement technique de mise en œuvre des produits objet de la prestation.

#### 8.8 Emballage, transport et livraison

La livraison s'effectue sous l'entière responsabilité du titulaire pour le compte du pouvoir adjudicateur.



En application de l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport des équipements jusqu'à leur lieu de livraison incombent totalement au titulaire. Le titulaire est pleinement responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage, de déchargement et de livraison.

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du marché doivent être libellées en français.

Le titulaire doit communiquer **dix (10) jours calendaires** avant la date prévue de la livraison, la date d'arrivée de l'équipement et accessoires au lieu convenu en contactant le représentant du pouvoir adjudicateur.

La livraison des fournitures est faite, dans les conditions prévues à l'article 20 du CCAG-FCS, au lieu de livraison indiqué sur le bon de commande.

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire (*livraison franco de port*).

Le titulaire est tenu de faire réceptionner la livraison des fournitures sur présentation d'un bon de livraison en deux exemplaires signés par lui et la personne habilitée à cet effet par le pouvoir adjudicateur. À ce titre, le bon de livraison doit comporter, outre les références du titulaire :

- La référence du bon de commande ;
- La date d'expédition et de livraison ;
- Le détail des fournitures livrées.

En cas de refus partiel ou total des fournitures livrées, le titulaire du marché est tenu de les remplacer dans les délais fixés par les nécessités du service.

Il est seul responsable du retrait des fournitures refusées.

Le non-respect des dispositions et des délais entraîne les pénalités décrites au présent CCP.

## 8.9 Clause environnementale

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le titulaire devra garantir la reprise et le recyclage des emballages relatifs aux livraisons de matériels.

Le titulaire essaie au maximum de réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du présent marché, notamment :

- en traitant les déchets liés au déballage et à l'installation des rayonnages (*emballages, encombrants...*) ;
- en proposant des produits dont la production est économe en énergie et constituée de matériaux recyclables et ou recyclés ;
- en proposant des méthodes d'emballage, de livraison et de transport respectueuses de l'environnement.

Conformément à l'article 20.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété du titulaire du marché. Il s'engage à l'enlèvement des emballages ou encombrants, immédiatement après le déballage et l'installation ainsi qu'au parfait nettoyage des locaux à l'issue de ses interventions.

## Article 9 : Opérations de vérification

Les dispositions du chapitre 5 du CCAG-FCS sont applicables tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec les dispositions du présent CCP. Chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

### 9.1 Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par le pouvoir adjudicateur.

### 9.2 Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

### 9.3 Décisions après vérifications

Conformément à l'article 29 du CCAG-FCS :

#### À l'issue des opérations de vérification quantitatives :

Si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- Soit de reprendre l'excédent fourni ;
- Soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

#### À l'issue des vérifications qualitatives :

L'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

### 9.4 Transfert de propriété

Conformément à l'article 31 du CCAG-FCS, l'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur entraîne leur transfert de propriété.

## Article 10 : Garantie

En application de l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une **garantie minimale d'un (1) an**. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

Les installations fixes doivent être intégralement démontables et ré-installables dans un nouveau bâtiment sans remise en cause de la garantie. Le titulaire décrira les conditions et limites de ces possibilités (démontage, réinstallation, garantie).

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux. Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision de l'acheteur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

## **Article 11 : Prix de l'accord-cadre**

### **11.1 : Forme, contenu et caractéristiques des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont contenus dans l'offre financière du titulaire (BPU). Les prix figurant dans l'offre du fournisseur sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise de l'offre.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, d'assurances ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais de mission des intervenants du candidat et les frais de participation à tous les déplacements nécessités par le contrat, demandés par le pouvoir adjudicateur. Ces prix comprennent toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution du présent contrat, conformément aux dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre.

Les prix sont indiqués avec deux décimales.

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaire.

Le taux des taxes applicables est celui en vigueur au moment du fait générateur de ces taxes.

### **11.2 : Révision des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix du bordereau des prix unitaires sont révisés semestriellement à compter de la date anniversaire du contrat (date de notification), à la hausse comme à la baisse, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule suivante :

$$C_n = (I_n/I_0)$$

Cette variation est déterminée selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.

- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui du dernier index définitif connu à la date d'application de la formule de révision. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Libellé	Prix concernés
Indices des prix internationaux des matières premières importées - Métaux ferreux - En euros - Base 100 en 2010 – identifiant 010002103	Tous les prix du BPU

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre ou courriel, et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire l'indice de remplacement publié, ou si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Le titulaire de l'accord-cadre devra notifier à Sorbonne Université son bordereau de prix révisé avec un préavis de 1 mois minimum avant la date prévue pour la révision. Il enverra pour accord et validation à Sorbonne Université :

- Le calcul de la révision pour accord ;
- Le bordereau des prix révisés à l'appui de sa première facture.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe pendant toute la durée de la nouvelle période semestrielle.

À défaut de transmission, l'accord-cadre s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le fournisseur ne puisse formuler aucune réclamation.

Sorbonne Université se réserve le droit d'imposer l'application de la révision semestrielle des prix, à la hausse comme à la baisse, conformément à la formule de calcul présentée ci-dessus.

### 11.3 : Offres promotionnelles

Les prix des prestations figurant à l'annexe financière peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres promotionnelles du titulaire.

Le titulaire doit adresser, le cas échéant, le tarif promotionnel par tout moyen permettant d'en attester la bonne réception (courriel, courrier recommandé avec accusé de réception ou contre récépissé). Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des prestations concernées.

Ces offres promotionnelles ne peuvent s'appliquer qu'aux prestations dont la liste est indiquée au bordereau des prix unitaires. À l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre applicables (*révisés, le cas échéant*) avant ladite période, entrent à nouveau en vigueur.

### 11.4 : Clause butoir

Les prix pratiqués pour la prestation sont susceptibles de variations annuellement. L'augmentation qui résulte de la révision des prix sera obligatoirement limitée par rapport aux derniers prix en vigueur à 5%.

Si la variation annuelle excède le taux susvisé, alors celle-ci sera automatiquement limitée à ce taux sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées à apprécier par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire.

#### **11.5 : Clause de sauvegarde**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité l'accord-cadre lorsque l'augmentation des prix est supérieure à 5% par rapport aux prix de la période d'exécution précédente.

Il informe le titulaire de son intention de procéder à la résiliation en respectant un préavis de deux (2) mois à compter de la notification de sa décision. Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

#### **11.6 : Clause d'imprévision**

En cas de survenance d'un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, l'acheteur et le titulaire du marché conviennent d'échanger pour discuter de la mise à jour éventuelle du bordereau des prix unitaires afin de tenir compte des évolutions des produits ou prestations.

La mise à jour convenue prendra la forme d'un avenant qui pourra avoir pour objet, notamment :

- la modulation des prix du bordereau des prix unitaires pendant une période temporaire ;
- la modification des modalités de révision des prix (fréquence, ajout/suppression/modification d'indice/index, ajout/suppression/modification du terme fixe) pendant une période temporaire.

Il appartient au titulaire de prouver à l'acheteur le caractère imprévisible de la situation ainsi que le bouleversement économique du contrat, entraînant pour le titulaire des charges supplémentaires, notamment par des justifications comptables. Ainsi, le titulaire devra être en mesure de justifier, d'une part, son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et, d'autre part, ses débours au cours de l'exécution du marché.

La conclusion d'un avenant doit permettre au titulaire de l'aider à surmonter les difficultés économiques temporairement rencontrées. Si la situation de déséquilibre économique du contrat devait perdurer dans le temps, l'acheteur se réserve la possibilité de dénoncer le contrat à tout moment, et sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

#### **Article 12 : Clause de réexamen**

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 à 3 et R2194-1 à 9 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié dans les conditions ci-dessous sans que ces modifications ne viennent changer l'objet ou la nature globale du marché.

##### **12.1 Clause de réexamen : Ajout ou modification de références**

En cours d'exécution du marché, Sorbonne Université avec le consentement du titulaire ou à la demande de ce dernier, peut procéder à des modifications et à des ajouts de produits ou prestations prévus au marché afin de répondre à des évolutions d'ordre technique ou technologique.

La Direction des achats de Sorbonne Université est consultée par mail avant chaque proposition de mise à jour de l'annexe financière à l'acte d'engagement. Le titulaire peut demander à faire évoluer les produits objet du marché (cas par exemple d'un produit en fin de fabrication). Ces évolutions peuvent notamment aboutir à :

- La substitution du produit originel par un produit de remplacement ;

- L'ajout d'un nouveau produit par déclinaison fonctionnelle de celui déjà existant au marché ;

En tout état de cause :

- **En cas de modification** : le produit modifié est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au marché et doit être techniquement équivalent ou supérieur au produit proposé initialement. Le remplacement de la référence se fait à un coût égal ou inférieur à celui remplacé, dans la limite où ces nouveaux produits restent conformes aux exigences du présent CCP.
- **En cas d'ajout** : le produit ajouté est conforme à l'objet du marché et en lien direct (déclinaison ou accessoire ou option) avec le produit du marché et nécessaire à la bonne exécution du marché.

La proposition de nouveaux produits doit être techniquement et financièrement détaillée. Le titulaire s'oblige à accorder à ces évolutions des références, les mêmes garanties que celles prévues au présent CCP et à observer les mêmes délais d'exécution.

Lorsque la Direction des achats de Sorbonne Université accepte une ou plusieurs nouvelles références et leur tarif, la nouvelle annexe financière s'applique à compter de la date indiquée dans le courriel envoyé par la Direction des achats.

## 12.2 Modalités de la mise en œuvre de la clause de réexamen

Le titulaire est tenu de soumettre à Sorbonne Université un dossier motivé au plus tard 1 mois avant la date souhaitée d'ajout ou de modification.

Le dossier contient notamment, s'il y a lieu :

- Les justificatifs techniques et fonctionnels des liens directs (déclinaison, accessoire, option) entre le produit modifié ou ajouté et le produit présent au marché.
- Les caractéristiques techniques du produit ajouté ou modifié.
- La documentation technique du produit ajouté ou modifié.
- L'annexe « BPU » mis à jour, le cas échéant.

À compter de la réception du dossier complet susvisé, Sorbonne Université dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour valider la modification ou l'ajout. L'absence de réponse dans le délai indiqué vaut rejet de la modification ou ajout concerné. Le titulaire, lorsqu'il est à l'origine de la demande, ne peut prétendre à aucune indemnité ni aucun dédommagement, à quelque titre que ce soit, en cas de rejet par Sorbonne Université de la demande de modification ou d'ajout.

Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée, les nouveaux prix sont intégrés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Ces nouveaux prix sont révisés dans les conditions prévues au présent CCP.

Les nouveaux prix entrent en vigueur à la date fixée par Sorbonne Université dans le courrier adressé au titulaire par tout moyen ou, à défaut, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la validation expresse de Sorbonne Université.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date.

## Article 13 : Substitution définitive ou provisoire d'un produit

Si une référence venait à disparaître définitivement ou provisoirement en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra proposer une référence de substitution de qualité équivalente ou supérieure et dont le prix ne pourra être supérieur à celui prévu par l'accord-cadre.

La poursuite de l'accord-cadre avec la référence de substitution sera soumise à acceptation de Sorbonne Université.

## Article 14 : Modalités de règlement

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne Université.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture établie au regard des prestations stipulées dans le marché, qui sont achevées et constatées par l'Université. Ne doivent figurer sur la facture que les fournitures ou services relevant du présent marché. Toute autre fourniture ou service commandé qui ne serait pas prévu dans le marché doit faire l'objet d'une facturation séparée.

### 14.1 : Présentation des factures

Les factures correspondent aux prestations commandées, elles sont libellées au nom de Sorbonne Université et établies en un exemplaire original adressé à :

<b>Sorbonne Université</b> Agence comptable Comptabilité fournisseur Boîte courrier 500 4, Place Jussieu 75005 PARIS
---

**Nota Bene** : l'adresse de facturation doit être identique à celle indiquée sur le bon de commande. Les compléments d'adresse (ex : POLE3 06\_BOO) sont déterminants dans la phase finale de distribution du courrier et accélèrent les délais de paiement.

### FACTURES ELECTRONIQUES

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro.

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
  - o Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
  - o Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;
- Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le **numéro du bon de commande** et le **numéro du contrat** ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

#### 14.2 : Délai global de paiement

Le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de trente (30) jours. Le point de départ de ce délai de paiement s'effectue à la date de réception de la facture conforme par Sorbonne Université.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros s'ajoute aux intérêts moratoires.

#### 14.3 : Acompte

Il ne sera versé aucun acompte au titre du présent marché.

#### 14.4 : Avance

Sauf renonciation du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 10 % peut être versée dans les conditions de l'article L2191-2 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R2191-11 et suivants du même code.

#### 14.5 Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

#### Article 15 : Pénalités

Il est fait application des pénalités ci-dessous :

Motifs	Pénalités
Non-respect des délais contractuels à compter de la réception des bons de commande	150€ HT par jour ouvré de retard



Non-respect des délais contractuels pour les prestations de maintenance curative à compter de la réception de la demande – <b>Incident mineur (non bloquant)</b>	250€ HT par jour ouvré d'indisponibilité
Non-respect des délais contractuels pour les prestations de maintenance curative à compter de la réception de la demande - <b>Incident majeur (bloquant)</b>	500€ HT par jour ouvré d'indisponibilité
Non-respect des consignes en matière d'évacuation de déchets	300€ HT par constat d'écart
Référence livrée non conforme à la référence indiquée au bordereau des prix (BPU) ou dans le bon de commande	100€ HT par constat
Retard dans le nettoyage des espaces intérieurs	300€ HT par jour ouvré de retard
Non remise des livrables et autres documents demandés	100€ HT par jour de retard et par document
Absence non motivée à un rendez-vous auquel le titulaire est dûment convoqué par Sorbonne Université	200 € HT par absence non justifiée

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG-FCS.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser via la plateforme acheteur. Celles-ci sont imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS. Aussi, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de recette lors de l'établissement du décompte général.

Toutes ces pénalités sont cumulables. Néanmoins, dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération. Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

#### 15.1 Pénalités en cas de non-transmission du contrat de sous-traitance

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-FCS, une pénalité journalière égale 1/300ème du montant hors taxes du marché déjà exécuté, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

#### 15.2 Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché. Ces pénalités sont cumulables.

### **15.3 Pénalités en cas de non-transmission de l'attestation d'assurance**

En cas de défaut caractérisé d'information, non transmission de l'attestation d'assurance. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt, une pénalité égale 1/300 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

Toutes les pénalités décrites ci-dessus peuvent se cumuler avec une indemnité au profit du pouvoir adjudicateur pour un préjudice particulier qu'il aurait subi en dehors des situations susvisées.

### **15.4 Pénalités pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractères personnel**

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- Pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour de retard (à compter du jour où l'acheteur est informé par la personne concernée) pour non-respect des droits des personnes (personne qui demande la rectification de ses données personnelles ou l'effacement de celles-ci).
- Pénalité de 1 000 € HT par jour (après constat fait par l'acheteur) en cas de fuite et de violation de données à caractère personnelle,
- Pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour de retard (à compter du jour de la notification) pour non-tenue et transmission à l'acheteur du registre des activités de traitement.

### **Article 16 : Défaillance du titulaire**

En cas d'inexécution de prestation, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les parties, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du titulaire, aux frais et risques du titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

### **Article 17 : Résiliation**

Le présent marché peut, être résilié à tout moment par l'acheteur, suite à une faute ou une défaillance du titulaire ou bien par simple décision unilatérale, sous respect d'un préavis de trente (30) jours par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation est alors prononcée par l'acheteur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

L'acheteur peut se prévaloir des stipulations de l'article 41 du CCAG-FCS. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre contrat, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Par ailleurs, Sorbonne Université peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet, envoyée en recommandé avec avis de réception, si :

- Après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2153-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail ;

- Le titulaire du marché a sous-traité en contrevenant aux dispositions du Code de la commande publique ;
- En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié à la date du jugement du tribunal de commerce.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du contrat à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais ne seront pas portées au décompte de résiliation.

#### **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

L'acheteur peut se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG-FCS. Ainsi, il peut faire procéder à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcé aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans les conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié doit fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de celui-ci par le tiers désigné par l'acheteur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En cas de non-respect des stipulations prévues au contrat, l'acheteur se réserve le droit, en cas de préjudice constaté, d'exercer toute action en réparation à l'encontre du titulaire.

#### **Article 18 : Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du contrat, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'attestation d'assurance est déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

#### **Article 19 : Pièces et attestations à fournir**

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivant :

<https://www.e-attestations.com>

À défaut, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au présent CCP.

#### **Article 20 : Changement de situation du titulaire**

Le titulaire du marché doit informer Sorbonne Université – Direction des Achats – 1, rue Victor Cousin – 75230 PARIS CEDEX 05, de tout changement concernant notamment :

- Sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait de Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront alors être adressés ;
- Son compte de règlement : le titulaire adressera un mail précisant qu'il veut être payé à un nouveau compte que celui indiqué sur le marché et joindra le nouveau RIB ;
- Le destinataire du paiement : le titulaire adressera un mail explicatif de ce changement avec un relevé de compte du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement à Sorbonne Université avant toutes nouvelles facturations. Le paiement des factures sera suspendu tant que Sorbonne Université ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

#### **Article 21 : Modification du contrat**

Toute modification du contrat fera l'objet de la passation d'un avenant dans le respect des dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

**Évolution de la réglementation** : Par dérogation aux dispositions des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent contrat, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Le titulaire est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût.

#### **Article 22 : Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet de celui-ci.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Par dérogation à l'article 46 du CCAG-FCS, ce mémoire doit être communiquée à l'acheteur dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. L'acheteur dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

L'acheteur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197-1, D2197-15, D2197-17 et R2197-16 du Code de la commande publique.

À défaut d'accord le litige sera confié à la juridiction compétente, le Tribunal Administratif de Paris.

#### **Article 23 : Droit et langue**

En cas de litige qui ne saurait trouver une solution amiable, le droit français est applicable et seuls les tribunaux français sont compétents.

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 modifiée relative à l'emploi de la langue française, la langue d'exécution du présent contrat public est le français, tant à l'écrit qu'à l'oral. Tous les documents, documentations et livrables, tous les courriers et toutes les réunions sont rédigés ou se tiennent en français. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, et ce aux frais du titulaire.

#### **Article 24 : Dérogation au CCAG-FCS**

Il est dérogé aux articles du CCAG-FCS, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
<b>4</b>	<b>4</b>
<b>15</b>	<b>14.1.3</b>
<b>15.1</b>	<b>3.6</b>
<b>17</b>	<b>42</b>
<b>21</b>	<b>5.2.2, 6.2 et 7.2</b>
<b>22</b>	<b>46</b>